

Délibération n° 124/2018 du 31 mai 2018 prononçant l'admission en non-valeur « sui generis » des créances relatives à l'eau et aux ordures ménagères de Messieurs Teagi TEURU et Jean-Louis ROSSI

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la loi du Pays n° 2012-8 du 30 janvier 2012 portant traitement des situations de surendettement des particuliers ;
- **VU** l'ordonnance n° 69 du 10 novembre 2017 du tribunal de 1^{ère} instance de PAPEETE conférant force exécutoire à la recommandation de la Commission de Surendettement de la Polynésie française aux fins de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire en faveur de monsieur Teagi TEURU et madame Tematahara Geneviève TAANA ;
- **VU** l'ordonnance n° 81 du 8 décembre 2017 du tribunal de 1^{ère} instance de PAPEETE homologuant et conférant force exécutoire à la recommandation de la Commission de Surendettement de la Polynésie française aux fins de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire de monsieur Jean-Louis ROSSI et madame Françoise ROSSI ;
- **VU** la lettre n° 2018/3/TIVAA en date du 5 janvier 2018 du Comptable public, Responsable de la Trésorerie des Iles du vent, des Archipels et des Australes relative aux ordonnances du tribunal de 1^{ère} instance de PAPEETE sus visées ;
- **VU** l'avis favorable des membres de la Commission des affaires administratives réunie en date du 16 mai 2018 ;
- **Considérant** l'effacement des dettes des intéressés relevant de la procédure de rétablissement personnel prononcée sans liquidation judiciaire et par conséquent le caractère irrécupérable des créances éteintes ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 31 mai 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Est prononcée l'admission en non-valeur des titres de recettes relatifs aux redevances de l'eau et des ordures ménagères des années 1994 à 1995 et 1999 à 2017 pour un montant total de 654 750 F CFP (six cent cinquante-quatre mille sept cent cinquante francs CFP) comme suit :

ANNEES	PRINCIPAL	EAU	DECHETS	TOTAL
1994	21 000			21 000
1995	21 000			21 000
1999	24 000			24 000
2000	24 000			24 000
2001	24 000			24 000
2002	24 000			24 000
2003	24 000			24 000
2004	24 000			24 000
2005	24 000			24 000
2006	24 000			24 000
2007	24 000			24 000
2008	24 000			24 000
2009	24 000			24 000
2010	24 000			24 000
2011		9 000	16 500	25 500
2012		15 000	21 000	36 000
2013		15 000	21 000	36 000
2014		30 000	42 000	72 000
2015		30 000	42 000	72 000
2016		18 000	23 250	41 250
2017		18 000	24 000	42 000
TOTAL	330 000	135 000	189 750	654 750

- Au budget principal 330 000 F CFP
- Au budget annexe de l'eau 135 000 F CFP
- Au budget annexe des déchets 189 750 F CFP

Article 2 – La dépense est imputable en section de fonctionnement au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » article 654 du budget principal de la Commune et des budgets annexes de l'eau et des déchets, de l'exercice 2018.

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 31 mai 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Ronald TUMAHAI

